

## **Réponse à la consultation publique de l'Arcep sur la fixation des conditions de rémunération des marchands de presse**

**30 Septembre 2025**

Dans le cadre de la consultation publique ouverte par l'Arcep (28 juillet – 30 septembre 2025) concernant la fixation des conditions de rémunération des marchands de presse, nous présentons ci-après nos observations en réponse aux questions soumises.

En 10 ans ¼ des points de vente ont fermé et les quotidiens nationaux et régionaux ont perdu 57% de leurs ventes en magasin. Or ce canal est très important pour certains titres de l'Alliance. Cette dégradation a considérablement aggravé la situation économique des éditeurs, qui ont augmenté régulièrement les prix de vente pour faire face et amortir la baisse de leurs CA et de celles des marchands.

Conscients de la fragilité du réseau de distribution, il nous semblait donc important de participer à renforcer l'attractivité économique de ce commerce. C'est dans cet esprit que nous soutenons une réévaluation modérée et ciblée de la rémunération des marchands, en tenant compte des spécificités propres à notre segment et des difficultés économiques que traversent les éditeurs.

Les discussions et propositions de l'Alliance se sont inscrites dans une logique de cohérence, après une analyse fine des indices de fragilité du réseau et des leviers de performance pour les éditeurs. La PQN, qui repose sur un nombre réduit de titres (15 titres pour environ 50 millions d'exemplaires annuels), est très dépendante des spécialistes pour maintenir sa distribution, le soutien aux plus petits diffuseurs est donc important. Par ailleurs la vente le dimanche est un levier de performance pour l'ensemble des titres, que ce soit les quotidiens comme la presse magazine.

L'ARCEP a repris certains éléments de nos propositions et nous nous en satisfaisons, en revanche certains éléments de la consultation ne semblent pas efficaces ou inopérants, nous les détaillons dans nos réponses ci-dessous. Nos retours sont fondés sur un enjeu de simplification de ces barèmes et une meilleure lisibilité pour les marchands et futurs marchands, car cette simplification est une source d'adhésion et de développement du commerce.

## Question 1 – Que pensez-vous de l'introduction d'un tel taux plancher pour la rémunération des marchands spécialistes pour la vente de quotidiens ? Le cas échéant, quelles alternatives pourraient être envisagées afin de revaloriser les marchands spécialistes dont le taux de rémunération pour la vente de quotidiens serait de 16 %, après prise en compte des évolutions précitées ?

Nous considérons que l'introduction d'un taux plancher à 17 % **n'a pas de valeur de commercialité** puisque ces points de vente représentent une faible part de la VMF pour les quotidiens. En outre, **cette mesure atténue notre proposition de revalorisation sur le Label Quotidien**, certains marchands pourraient considérer que le delta avec l'ouverture du dimanche n'est plus significatif avec un écart d'un point.

Pour rappel, la proposition de l'Alliance permet à **5761 points de vente de progresser d'un point de rémunération**, elle nous paraît pertinente et équilibrée. De plus, cette proposition a l'avantage de revaloriser également les commerces les plus fragiles réalisant seulement 10 k€ de chiffre d'affaires annuel, et de valoriser les commerces en ruralité, ce qui répond directement à l'objectif de soutien du réseau.

**En guise d'alternative, nous consentons un effort supplémentaire et proposons de réévaluer le label quotidien d'un demi-point supplémentaire, soit 1,5% pour les points de ventes dont le CA est supérieur à 15k€ et 2,5% pour les points de vente dont le CA est compris entre 10 et 15 k€.**

## Question 2 – Que pensez-vous des mesures de revalorisations de la rémunération des marchands spécialistes pour la vente de publications périodiques non quotidiennes et quotidiennes dans le présent projet de décision ?

Nous saluons les mesures de revalorisation qui visent à soutenir l'ensemble du réseau, en particulier les commerces fragiles. L'élargissement de la géo commercialité aux diffuseurs en ruralité est une bonne chose. Au total ces mesures revalorisent la rémunération de 70% des points de vente composant le réseau.

Toutefois, **nous sommes opposés à la baisse de 0,5 point appliquée à certains commerces situés en galerie marchande d'hypermarché et dans l'agglomération parisienne**. Ces commerces sont un levier évident de ventes de quotidiens : ils sont environ 830 et représentent plus de 16 millions de VMF. Il nous semble inapproprié de pénaliser des segments qui contribuent directement au pluralisme et au maintien de l'offre de presse. Il nous semble par

ailleurs inconcevable dans une démarche de revalorisation de la rémunération des marchands de réduire les majorations de certains commerçants au profit des autres.

Pour le reste, nous notons juste que ces mesures ne vont pas dans le sens de la simplification que nous attendions de nos vœux.

### **Question 3 – Que pensez-vous des critères d'éligibilité des catégories de points de vente mentionnés ci-dessus ? En particulier, vous semblent-ils correspondre aux caractéristiques de tous les marchands relevant aujourd'hui de ces catégories ?**

Les critères proposés semblent globalement cohérents et visent à simplifier l'intelligibilité.

Néanmoins, il est essentiel de veiller à ce que les critères d'éligibilité aux rémunérations des kiosques et des concessions soient plus précis et englobent des notions d'offre.

Pour les kiosques, comme pour les concessions, il est important d'ajouter que l'offre de presse doit être a minima 50% du linéaire global ou que le chiffre d'affaires grâce à la vente de presse doit ne pas descendre en dessous d'un seuil.

L'amplitude horaire et l'heure d'ouverture doit également être un critère d'éligibilité.

### **Question 4 – Que pensez-vous de la précision selon laquelle, pour être considéré comme ouvert sept jours sur sept, la durée d'ouverture quotidienne minimale (du lundi au dimanche) d'un marchand de presse soit fixée à 4 heures et 30 minutes par jour ? Le cas échéant, quel ajustement à cette durée minimale quotidienne d'ouverture proposeriez-vous ?**

Les jours d'ouverture et la durée d'ouverture quotidienne sont deux critères qui doivent être cumulatifs. La fixation à 4h30 d'ouverture est acceptable pour le dimanche, mais elle est non applicable sur les autres jours de la semaine. **Du lundi au samedi l'amplitude horaire doit être de 7heures a minima, et l'ouverture doit s'opérer entre 7h et 8h.**

A noter que l'étude du comportement d'achat presse en magasin montre que les ventes de quotidiens et de magazines progressent d'année en année en fin de semaine, au point que le dimanche est désormais le 3e plus fort jour de vente de la semaine pour les quotidiens ; Le dimanche est une journée où 70% de la valeur est vendue sur des magazines toutes SADP confondues et en moyenne chaque ticket de presse du dimanche comporte 1,2 articles.

**Question 5 – Que pensez-vous des modalités de détermination du chiffre d'affaires TTC annuel dont dépendent les taux de majoration liés au chiffre d'affaires de chaque point de vente en métropole, d'une part, et en outre-mer, d'autre part ?**

Nous sommes favorables aux modalités proposées dès lors qu'elles assurent la lisibilité et la régularité des flux financiers pour les marchands et que les délais ne créent pas de tensions de trésorerie pour les commerces les plus fragiles.

Sur ce point, nous sommes alignés avec la réponse de France Messagerie qui est en charge des paiements et des analyses.

**Question 6 – Que pensez-vous de la description des modalités de paiement différé des majorations liées au chiffre d'affaires et au label quotidien ?**

Nous sommes favorables aux modalités proposées dès lors qu'elles assurent la lisibilité et la régularité des flux financiers pour les marchands et que les délais ne créent pas de tensions de trésorerie pour les commerces les plus fragiles.

Sur ce point, nous sommes alignés avec la réponse de France Messagerie qui est en charge des paiements et des analyses.

**Question 7 – Que pensez-vous des propositions d'explicitations formulées dans le cadre de la consolidation des conditions de rémunération issues des règles édictées par le CSMP ?**

Nous sommes favorables à la consolidation des règles issues des précédentes décisions, elle constitue un progrès en matière de lisibilité, de clarification et de sécurité juridique.

Sur ce point, nous nous référons à la réponse de France Messagerie.

**Question 8. Les décisions du CSMP consolidées en annexe prévoient des mesures spécifiques applicables aux marchands de presse installés en outre-mer. Que pensez-vous de ces mesures et des catégories de points de vente existants sur ces territoires, par rapport à ce qui est applicable en métropole ? En particulier, lesquelles vous semblent toujours pertinentes et lesquelles mériteraient d'être harmonisées avec les règles applicables en métropole ? Le cas échéant, veuillez en préciser les raisons.**

Il convient d'harmoniser le plus possible les règles entre la métropole et les territoires d'outre-mer, cependant les spécificités et réalités locales nécessitent quelques ajustements.

Nous nous référons à la réponse étayée de France Messagerie sur ce point.

**Question 9. Quel est l'état des négociations entre les éditeurs de presse et les kiosquiers ? Le cas échéant, quelles actions pourraient être envisagées en vue d'aboutir à une proposition d'accord ? Plus généralement, quelles mesures devraient selon vous être retenues s'agissant des conditions de rémunération des kiosquiers ? Le cas échéant, veuillez en préciser les raisons.**

L'Alliance a reçu les représentants des kiosquiers et a proposé des évolutions de rémunération du label quotidien. Cet effort nous semble important au vu du contexte, rappelons que de nombreux kiosques ont réduit considérablement leur offre de presse.

Malgré nos échanges, ces négociations n'ont pas abouti. Nous sommes ouverts à rediscuter avec les kiosquiers sur la revalorisation du label quotidien qui nous semble une voie acceptable.

Cependant il sera indispensable de conditionner le paiement de ces majorations de rémunération à plusieurs paramètres :

- Le **respect des horaires d'ouverture** et à l'amplitude d'ouverture des kiosques
- Une **heure minimale** d'ouverture entre 7h et 8h le matin
- **L'informatisation obligatoire** pour la remontée des caisses
- **La préservation d'un linéaire de presse** à hauteur de 50% du linéaire total (en mètre linéaire).
- Le **respect du contrat** entre le diffuseur de presse agréé et le dépositaire de presse agissant pour le compte des sociétés agréées de distribution de la presse.

Cf la réponse de France Messagerie pour les détails sur ce point.

## Question 10. Merci de faire part à l'Arcep de toute autre observation relative au présent projet de décision, et en particulier son annexe.

Nous rappelons que la proposition de l'Alliance constitue une réponse équilibrée, permettant une revalorisation significative pour la majorité du réseau tout en apportant un soutien ciblé d'une part aux commerces les plus fragiles et d'autre part les plus performants.

Nous insistons sur le fait **qu'aucune baisse de rémunération ne devrait être envisagée** pour les commerces et que **le taux plancher n'a pas de valeur commerciale pour les éditeurs** s'il n'est pas relié à un engagement ou à une performance.

L'incitation à l'ouverture dominicale est un levier très important pour les quotidiens et correspond à un usage et un comportement d'achat, qui bénéficie à l'ensemble de la profession.

**Nous sommes prêts à consentir un effort supplémentaire et d'abonder un peu plus le label quotidien d'un demi-point supplémentaire**, soit 1,5% pour les points de ventes dont le CA est supérieur à 15k€ et 2,5% pour les points de vente dont le CA est compris entre 10 et 15 k€.

Nous sommes ravis que cette réforme s'inscrive en parallèle du développement d'outils informatiques partagés, car ils permettent une remontée des ventes et des CA, et un pilotage des activités à tous les niveaux, ils sont essentiels aujourd'hui encore plus qu'hier au développement des ventes. Nous regrettons que les éléments de rémunération soient toujours difficiles à lire et complexes à appréhender pour les diffuseurs et que nous n'ayons pas pu les simplifier.

Nous tenons à souligner que cet engagement de notre part intervient dans un contexte extrêmement contraint pour les éditeurs : augmentation des coûts de distribution, réduction des aides publiques à la distribution, risque d'évolution des tarifs postaux, préconisations incertaines de la mission Soriano, réduction drastique du budget du FSDP, dont les effets sont déjà significatifs.

Le soutien aux diffuseurs ne doit pas passer uniquement par une augmentation de la rémunération supportée par les éditeurs, en effet les collectivités et le gouvernement ont un rôle à jouer pour le maintien de ce commerce essentiel, qui permet à nos concitoyens un éclairage sur l'actualité, une lutte contre la désinformation, un engagement démocratique, mais également un lien social et une opportunité de lire et de se divertir. C'est un enjeu démocratique.